



ARRÊTÉ DU MAIRE N° 2024.02.21/128

Thème : TRAVAUX

Objet : Autorisation donnée à l'entreprise SUEZ EAU France pour une exploration réseau avec passage de caméra, avenue Professeur Forgues le 21 février 2024. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Le Maire de la commune de Briançon (Hautes-Alpes),

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2212-1 et suivants,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article L 130-4 et l'article R 417-10,
- Vu le Code de la Route et notamment l'article R.411-25,
- Vu le Code Pénal et notamment l'article R 610-5,
- Vu le Code de la Voirie Routière et notamment l'article R 116-2,
- Vu le Règlement Sanitaire Départemental et notamment l'article 99.2,
- Vu la demande effectuée par l'entreprise SUEZ EAU France le 20 février 2024,
- Considérant qu'il convient, pour des raisons d'ordre et de sécurité publique et afin de permettre le bon déroulement des mesures sur le réseau d'assainissement, de prendre toutes les mesures nécessaires,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation donnée à l'entreprise SUEZ EAU France pour une exploration réseau avec passage de caméra, avenue Professeur Forgues le 21 février 2024. En raison des travaux la chaussée sera rétrécie et un alternat manuel sera mis en place.

Article 2 : La sécurité des piétons ainsi que celle des personnes à mobilité réduite devra être constamment assurée par l'entreprise SUEZ EAU France notamment par la mise en place d'un cheminement piétonnier sécurisé.

Article 3 : Cette réglementation est matérialisée par la mise en place de la pré-signalisation et de la signalisation réglementaire par l'entreprise SUEZ EAU France conformément aux textes en vigueur.

Article 4 : Conformément à l'article R.411-25 du Code de la Route, les dispositions définies dans le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation réglementaire.

Article 5 : Tout véhicule se trouvant en infraction avec le présent arrêté est considéré comme gênant et peut être remis en fourrière outre les amendes encourues par le contrevenant.

Article 6 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Marseille peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de sa date de publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.

Article 7 : Ampliation du présent arrêté sera transmise pour exécution à Messieurs :

- le Commandant du Corps de Police urbaine,
- le Responsable de la Police municipale,
- le Directeur des services techniques,
- les Services techniques communaux
- l'entreprise SUEZ EAU FRANCE

Article 8 : Copie sera adressée à :

- le Centre de Secours principal,
- la C.C.B

Fait à Briançon, le 21 février 2024

Le Conseiller municipal délégué à la sécurité,

René MICHEL

The image shows a blue ink signature of René Michel over a circular official stamp. The stamp contains the text 'MAIRIE de BRIANÇON' at the top and 'Hautes-Alpes' at the bottom, with a central emblem.

Transmis-le :
Notifié le : 23 FEV. 2024